



**MARCHÉ DE CONCEPTION ET MISE EN OEUVRE DE LA
PRÉSENTATION SPORTIVE DES CHAMPIONNATS
D'EUROPE DE NATATION 2026 (Ref.
MAPA-CEN2026-04)**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

PRÉAMBULE	4
ARTICLE 1 - ACHETEUR	4
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ	4
PARTIE 1 - CLAUSES TECHNIQUES	4
ARTICLE 3 - DISPOSITIONS COMMUNES	4
3.1 ASPECTS INSTITUTIONNELS ET CONFORMITÉ	4
3.2 ÉLÉMENTS FOURNIS PAR LA FFN	5
3.3 ANIMATIONS	5
3.4 COMMISSIONS DE SÉCURITÉ	6
ARTICLE 4 - DESCRIPTION DU PACKAGE DE BASE	6
4.1 COORDINATION TECHNIQUE ET EXPLOITATION OPÉRATIONNELLE	6
4.2 CONCEPTION ET SCÉNOGRAPHIE DE LA PRÉSENTATION SPORTIVE	6
4.3 MISE EN SCÈNE, ANIMATION ET AMBIANCE SPECTATEUR	7
ARTICLE 5 - TRANCHE OPTIONNELLE N° 1 : COORDINATION RENFORCÉE	7
ARTICLE 6 - TRANCHE OPTIONNELLE N°2 : RÉGIE ET SUPERVISION MULTI-SITES	7
ARTICLE 7 - TRANCHE OPTIONNELLE N°3 : CRÉATION VISUELLE ENRICHIE ET HARMONISÉE	7
ARTICLE 8 - TRANCHE OPTIONNELLE N°4 : DIRECTION ARTISTIQUE AUDIOVISUELLE ET MUSICALE	7
ARTICLE 9 - TRANCHE OPTIONNELLE N°5 : IDENTITÉ VISUELLE EXCLUSIVE	8
ARTICLE 10 - TRANCHE OPTIONNELLE N°6 - ANIMATION ET SHOW D'OUVERTURE	8
ARTICLE 11 - TRANCHE OPTIONNELLE N°7 - SCÉNOGRAPHIE ET PARTICIPATION DU PUBLIC	8
ARTICLE 12 - TRANCHE OPTIONNELLE N°8 - SHOW "PREMIUM" ARTISTIQUE	8
ARTICLE 13 - RESPECT DES NORMES ET RÈGLES APPLICABLES	8
ARTICLE 14 - CLAUSE DURABILITÉ ET HÉRITAGE	9
PARTIE 2 - CLAUSES ADMINISTRATIVES	10
ARTICLE 15 - ALLOTISSEMENT ET ÉTENDUE DU MARCHÉ	10
15.1 ALLOTISSEMENT	10
15.2 LIEU D'EXÉCUTION	10
15.3 VISITES	10
15.4 ÉTENDUE DU MARCHÉ	11
15.4.1 Dispositions générales	11
15.4.2 Tranches	11
ARTICLE 16 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 17 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	12
ARTICLE 18 - REPRÉSENTATION DES PARTIES	13
18.1 REPRÉSENTATION DE LA FFN	13
18.2 REPRÉSENTATION DU TITULAIRE ET OBLIGATIONS D'INFORMATION RELATIVE AU TITULAIRE	13
ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 20 - RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	14
20.1 DÉFINITION DES RÉSULTATS	14
20.2 RÉGIME DES RÉSULTATS	14
ARTICLE 21 - OBLIGATION DE RÉSULTATS	15

ARTICLE 22 - CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES	15
22.1 Obligation de confidentialité	15
22.2 Protection des données à caractère personnel	16
ARTICLE 23 - RESPONSABILITÉ, ASSURANCES ET GARANTIES	16
23.1 Responsabilité du titulaire	16
23.2 Réparation des dommages	16
23.3 Assurances	16
23.4 garanties diverses	17
ARTICLE 24 - OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION	17
ARTICLE 25 - DÉLAI D'EXÉCUTION	17
25.1 Début de délai	17
25.2 Expiration du délai d'exécution	17
25.3 Prolongation du délai d'exécution	18
ARTICLE 26 - PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE OU MODIFICATIVE	18
ARTICLE 27 - PILOTAGE DU MARCHÉ PUBLIC	19
27.1 Réunion de lancement du marché	19
27.2 Réunion de suivi	19
ARTICLE 28 - LUTTE CONTRE LES ATTEINTES A LA PROBITÉ	19
ARTICLE 29 - FORME ET CONTENU DE L'OFFRE FINANCIÈRE	20
ARTICLE 30 - MODALITÉS FINANCIÈRES GÉNÉRALES DU MARCHÉ	20
30.1 TAUX DE TVA	20
30.2 MONNAIE	20
30.3 TRANSMISSION DES FACTURES	21
ARTICLE 31 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	21
31.1 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	21
31.2 ADMISSION	21
31.3 AJOURNEMENT	22
31.4 RÉFACTION	22
31.5 REJET	22
ARTICLE 32 - PÉNALITÉS DU MARCHÉ	23
32.1 PÉNALITÉS DE RETARD	23
32.2 PÉNALITÉS DE SOUS-TRAITANCE	23
32.3 PÉNALITÉS ENVIRONNEMENTALES	24
ARTICLE 33 - MODALITÉS DE FACTURATION	24
ARTICLE 34 - SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES	24
ARTICLE 35 - DISPOSITIONS DIVERSES	25
35.1 LANGUE	25
35.2 GROUPEMENT	25
ARTICLE 36 - RÉSILIATION	26
36.1 RÉSILIATION POUR DIFFICULTÉ D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	26
36.2 RÉSILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE	26
36.3 DÉCOMPTÉ DE RÉSILIATION	27
36.3.1 Au débit du titulaire	27
36.3.2 Au crédit du titulaire	27
ARTICLE 37 - CONTENTIEUX	27

PRÉAMBULE

ARTICLE 1 - ACHETEUR

Le pouvoir adjudicateur de ce marché est :

La Fédération Française de Natation (FFN)

104 Rue Martre

92110 CLICHY

Elle est représentée par son président.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la conception, la mise en œuvre, la coordination et l'exploitation du dispositif de présentation sportive des Championnats d'Europe de Natation 2026. Il se déroulera en deux phases : une première consacrée à la conception et à la scénographie du concept global de présentation sportive, et une seconde dédiée à la coordination technique et à l'exploitation opérationnelle.

Le titulaire sera chargé de concevoir et de scénographier l'ensemble du dispositif de présentation sportive, en intégrant les dimensions visuelles, sonores, d'animation et d'ambiance générale. Il assurera la coordination technique, la régie vidéo ainsi que la gestion et l'exploitation des supports. Il mettra en œuvre les cérémonies protocolaires, contribuera à la valorisation des athlètes. Le titulaire pilotera et coordonnera les équipes techniques et artistiques, tout en adaptant les dispositifs à chaque site de compétition, notamment le Centre Aquatique Olympique, la Seine (bras de Grenelle) et le pont Bir-Hakeim.

PARTIE 1 - CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS COMMUNES

Le dispositif de présentation sportive devra présenter une unité d'ensemble, tout en intégrant les spécificités de chaque discipline (natation, plongeon, natation artistique, eau libre, high diving) et les particularités des deux sites de compétition.

3.1 ASPECTS INSTITUTIONNELS ET CONFORMITÉ

Le titulaire respecte strictement les règles de la FFN et d'European Aquatics, les contraintes FOP (Field of Play) ainsi que l'ensemble des obligations Hygiène - Sécurité - Environnement (HSE) et protection des données (RGPD).

À ce titre, le prestataire devra notamment :

- Garantir la conformité du traitement des images vidéo et sons captés lors des cérémonies, animations et diffusions en direct,
- Prévoir des mesures de sécurité renforcées pour les systèmes de régie vidéo et d'intercom (accès restreint, chiffrement des échanges),

- S'assurer que les données collectées ne sont conservées que pour la durée strictement nécessaire à l'exécution du marché,
- Informer la FFN de tout incident de sécurité relatif aux données personnelles (obligation de notification sous 72h conformément au RGPD),

Le prestataire s'engage également à sensibiliser ses équipes (speakers, régisseurs vidéo, DJ, coordinateurs) aux obligations relatives au respect de la vie privée et à la confidentialité des données traitées dans le cadre du présent marché.

Il assure la coordination protocolaire complète (drapeaux, hymnes, podiums), les podiums étant fournis par la FFN et pouvant faire l'objet d'un habillage par le titulaire, sous réserve de validation.

Les annonces sont réalisées en alternance linguistique FR/EN de manière constante sur l'ensemble des sessions.

Tout matériel, équipement et dispositif mis en œuvre est conforme aux normes de sécurité et d'accessibilité en vigueur, les attestations étant tenues à disposition de l'acheteur.

3.2 ÉLÉMENTS FOURNIS PAR LA FFN

La FFN fournit, sur le site du CAO MGP :

- Deux écrans (un de 12 m² et un de 25 m²)
- Un mur LED pour l'entrée des athlètes
- Un bandeau LED le long de la piscine côté spectateurs (face à la tribune médias)
- Un régisseur LED
- Des visuels d'animation
- Images captées par la production broadcast
- Un speaker anglophone, désigné par EA

Sur les sites de la Seine (Bras Grenelle et Pont Bir Hakeim), la FFN fournit :

- Un régisseur LED
- Des visuels d'animation
- Images captées par la production broadcast
- Un speaker anglophone, désigné par EA

Concernant l'organisation des cérémonies protocolaires, la FFN fournit :

- les drapeaux des pays (120×180 cm),
- les fichiers des hymnes nationaux,
- le podium protocolaire (avec possibilité d'habillage par le candidat).

3.3 ANIMATIONS

Dans le cadre des sessions ouvertes au grand public, les animations devront contribuer à créer une ambiance dynamique et fédératrice avant le début des épreuves.

La FFN mettra à disposition du prestataire la mascotte officielle de l'événement ainsi que les deux écrans, qui pourront être utilisés pour renforcer l'ambiance visuelle et interactive, notamment en lien avec le carré des supporters. Aucune distribution de cadeaux ou de goodies n'est prévue dans le cadre de ces animations, cet aspect étant réservé à la fan zone extérieure.

Les animations concernent uniquement les sessions du soir, soit environ 15 à 20 sessions sur l'ensemble de l'événement.

3.4 COMMISSIONS DE SÉCURITÉ

Le titulaire devra avoir finalisé l'installation de l'ensemble de son dispositif pour le passage de la commission de sécurité. Sous réserve de modification par l'autorité compétente, les commissions de sécurité auront lieu :

- le 17 juillet 2026 au CAO MGP
- le 31 juillet sur le site de la Seine.

ARTICLE 4 – DESCRIPTION DU PACKAGE DE BASE

4.1 COORDINATION TECHNIQUE ET EXPLOITATION OPÉRATIONNELLE

- Pilotage opérationnel en coordination avec la FFN et la Fédération Internationale (en amont pour la rédaction du conducteur, et pendant l'événement pour la mise en application).
- Installation, maintenance et supervision de l'ensemble du matériel technique déployé par le prestataire
- Gestion des équipes et intervenants : mise en place et coordination des équipes techniques et artistiques impliquées dans les présentations pour assurer une cohérence d'ambiance et de rythme. L'équipe comprend a minima sur chacun des deux sites de compétitions :
 - Un coordinateur/floor manager,
 - Un coordinateur cérémonies protocolaires,
 - Un speaker-animateur français/anglais (en complément du speaker-animateur anglophone désigné par European Aquatics, pour la constitution d'un duo)
 - Un DJ,
 - Un topeur,
 - Un réalisateur,
- Régie vidéo et exploitation des contenus visuels et audio.
- Intercom : fluidité des échanges régie - FOP - protocole.
- Animation du public avant, pendant et entre les compétitions.

4.2 CONCEPTION ET SCÉNOGRAPHIE DE LA PRÉSENTATION SPORTIVE

- Création des concepts visuels et sonores déployés durant :
 - l'introduction des sessions (show d'ouverture),
 - la présentation des athlètes,
 - les temps inter-épreuves,
 - les cérémonies protocolaires,
 - le tour d'honneur des athlètes.
- Propositions d'animations pour le public, notamment en amont des sessions.
- Production audiovisuelle : réalisation et gestion des supports visuels et audio à projeter sur les écrans ou via tout dispositif adapté.

- Proposition et déploiement d'un concept d'ambiance musicale au sein des sites de compétition.
- Création visuelle minimale : headshots photos des athlètes pour le CAO, bandeaux de score, jingles standards.
- Harmonisation des habillages vidéo entre disciplines et entre sites.

4.3 MISE EN SCÈNE, ANIMATION ET AMBIANCE SPECTATEUR

- Annonces athlètes, jingles, cérémonies protocolaires simples.
- Organisation complète des remises de médailles lors des finales.
- Un temps fort d'ouverture à répéter à l'ouverture de chaque session de finale (CAO MGP).
- Coordination avec le programme d'animation global (DJ, régisseur vidéo, protocole) pour assurer la cohérence du déroulement sportif.

Aucune structure scénique dédiée (espace limité autour des bassins).

ARTICLE 5 – TRANCHE OPTIONNELLE N° 1 : COORDINATION RENFORCÉE

Le prestataire dédie un opérateur graphiste à la création des contenus.

ARTICLE 6 – TRANCHE OPTIONNELLE N°2 : RÉGIE ET SUPERVISION MULTI-SITES

Mise en place sur le site de la Seine d'une régie vidéo afin d'assurer la cohérence de diffusion sur l'ensemble des sites, sous réserve du déploiement d'un écran par la FFN.

La direction de production et la supervision technique seront renforcées afin d'assurer la coordination de toutes les disciplines.

ARTICLE 7 – TRANCHE OPTIONNELLE N°3 : CRÉATION VISUELLE ENRICHIE ET HARMONISÉE

La création visuelle est enrichie et harmonisée avec des headshots photos pour le site de la Seine et des headshots vidéos pour le CAO MGP.

ARTICLE 8 – TRANCHE OPTIONNELLE N°4 : DIRECTION ARTISTIQUE AUDIOVISUELLE ET MUSICALE

- Réalisation artistique harmonisée entre CAO MGP et Seine.
- Coordonner les événements sur les deux sites et les faire dialoguer : intégration de moments live CAO MGP dans les temps faibles du site Seine et vice-versa (remises de médailles, arrivée de course, ...)
- Création d'un concept musical original et d'une ambiance sonore cohérente avec une identité forte et homogène sur l'ensemble des sites.
- Ajustement du design sonore et visuel pour créer une identité homogène entre sites.

Ajout d'un éclairage en bord de bassin si nécessaire pour les shows, présentation des athlètes ou cérémonies (non fourni par la FFN).

ARTICLE 9 – TRANCHE OPTIONNELLE N°5 : IDENTITÉ VISUELLE EXCLUSIVE

- Création d'une identité visuelle et sonore complète pour les Championnats.
- Habillage graphique et musical personnalisé pour les cérémonies et transitions.
- Scénographie audiovisuelle haut de gamme (direction artistique et graphistes dédiés).

ARTICLE 10 – TRANCHE OPTIONNELLE N°6 – ANIMATION ET SHOW D'OUVERTURE

- Animations améliorées : transitions plus dynamiques, musiques adaptées aux temps forts et à la dynamique de la session.
- Jeux de lumière additionnels pour valoriser les moments clés de la session (entrées, podiums, cérémonies).
- Show d'ouverture amélioré au CAO MGP.
- Proposition de concept de cérémonies protocolaires complet incluant les aspects logistiques, techniques et audiovisuels. Possibilité d'ajout d'un éclairage scénique pour renforcer l'impact visuel des cérémonies (non fourni par la FFN).

ARTICLE 11 – TRANCHE OPTIONNELLE N°7 – SCÉNOGRAPHIE ET PARTICIPATION DU PUBLIC

- Concept d'entrée modulable (tunnel, arche, etc.) adaptable à chaque site.
- Intégration de la mascotte (fournie par la FFN) dans les animations spectateurs.
- Mise en scène protocolaire améliorée : transitions plus spectaculaires, renforts plateau et protocole.
- Valorisation des athlètes : mise en lumière, bande-son et visuel spécifique coordonné.

ARTICLE 12 – TRANCHE OPTIONNELLE N°8 – SHOW "PREMIUM" ARTISTIQUE

- Show d'ouverture premium : conception artistique globale, scénographie et effets visuels dynamiques.
- Direction artistique dédiée pour l'ensemble des aspects visuels et musicaux.
- Création sonore originale pour accompagner les cérémonies et moments forts.
- Ajout d'un dispositif complet d'éclairage scénique et d'effets visuels renforcés pour une expérience haut de gamme.

ARTICLE 13 – RESPECT DES NORMES ET RÈGLES APPLICABLES

L'ensemble des prestations, fournitures et installations devra être conforme aux normes, réglementations et règles de l'art en vigueur.

L'ensemble des prescriptions en matière d'hygiène, de sécurité et d'environnement (HSE) devra également être respecté.

Le prestataire devra en outre veiller au respect des normes en matière de volumes sonores, ainsi qu'au respect du droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. À cet égard, tous les coûts liés à l'utilisation d'éléments dont ni la Fédération ni le prestataire ne sont propriétaires seront exclusivement à la charge de ce dernier.

ARTICLE 14 – CLAUSE DURABILITÉ ET HÉRITAGE

L'entreprise attributaire devra :

- Fournir les données nécessaires à la réalisation des bilans de l'événement conformément aux demandes de la Fédération notamment sur les études d'impact ;
- Participer à l'enquête de satisfaction des prestataires ;
- Intégrer les engagements de la Fédération en matière de lutte contre toutes les discriminations et de promotion de l'égalité femme-homme à l'ensemble de ses prestations ;
- Relayer les programmes de sensibilisation et d'informations de la Fédération auprès de ses équipes opérationnelles.

Soucieuse de réduire l'empreinte environnementale de ses achats, l'acheteur intègre des exigences environnementales destinées à promouvoir des prestations écoresponsables tout au long de l'exécution du marché, conformément à la Charte des 15 engagements écoresponsables des organisateurs d'événements et la Charte des événements écoresponsables de la ville de Paris, que le titulaire s'engage à respecter et appliquer dans les dispositions qui lui sont applicables.

À ce titre, le titulaire s'engage à adopter une démarche proactive d'amélioration continue de la performance environnementale des produits et services mobilisés, notamment en amont de chaque projet, où il devra être force de proposition sur ce sujet. Pendant toute la durée d'exécution des prestations, il veille au respect de ces engagements et fournit, à la demande de l'acheteur, tout élément de preuve nécessaire.

Il est attendu du titulaire qu'il s'engage pleinement sur les points suivants :

- Réduction de l'empreinte carbone (transports, emballages, etc.)
- Réduction des déchets et tri systématique
- Limitation du gaspillage alimentaire
- Optimisation des achats (seconde vie, recyclage, réemploi)
- Suppression ou remplacement des emballages à usage unique

A cette fin, il sera attendu du prestataire qu'il fournisse un inventaire détaillé et précis des matières utilisées dans le cadre de la réalisation de la prestation.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de la Fédération.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par la Fédération afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de la Fédération, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité à l'article 32.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de la Fédération, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

PARTIE 2 – CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 15 – ALLOTISSEMENT ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

15.1 ALLOTISSEMENT

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement en application de l'article L.2113-11 du code de la commande publique : d'une part, la Fédération ne dispose pas des moyens de pilotage et coordination nécessaires ; d'autre part, l'exigence de cohérence technique et artistique pour la conception et l'exploitation du dispositif de Présentation Sportive sur l'ensemble des sites impose une dévolution globale, l'allotissement rendant techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution desdites prestations.

15.2 LIEU D'EXÉCUTION

Les lieux d'exécution sont :

- le Centre Aquatique Olympique Métropole du Grand Paris (Saint-Denis), CAO
- la Seine : bras Grenelle (Eau Libre), Pont Bir Hakeim (High Diving)

15.3 VISITES

Les soumissionnaires pourront procéder à une visite, non obligatoire, du Centre Aquatique Olympique MGP.

Cette visite aura lieu le mercredi 17 décembre 2025 à 10h00.

En cas de difficulté vous pouvez joindre Killian BESCHER, responsable de la Présentation Sportive des Championnats d'Europe 2026 killian.bescher@ffnatation.fr, et Florian LUCAS, responsable de la Coordination Sportive des Championnats d'Europe 2026 florian.lucas@ffnatation.fr

Les soumissionnaires ayant procédé à la visite se verront remettre une attestation de visite en vertu de laquelle ils seront alors réputés avoir une parfaite connaissance du lieu :

- Configuration du site
- Condition d'accès
- Ainsi que tous les éléments afférents à l'exécution des prestations sur ce site.

Il ne pourra, par la suite, invoquer une méconnaissance des lieux pour modifier son prix ou prétendre à une rémunération complémentaire de la part de la Fédération.

À l'issue de la visite, une attestation de passage sera délivrée aux candidats. Si la visite est effectuée, l'attestation est jointe à l'offre.

15.4 ÉTENDUE DU MARCHÉ

15.4.1 Dispositions générales

La Fédération peut conclure avec d'autres opérateurs économiques sur des prestations similaires à celle prévue au présent marché dès lors qu'elles ne concernent pas l'organisation des championnats d'Europe ou dès lors que le prestataire n'est pas en mesure de répondre à la commande de La Fédération, dans les délais impartis.

Le marché pourra être modifié si des travaux, fournitures ou services supplémentaires, deviennent nécessaires et ne figurent pas dans la présente consultation, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants.

15.4.2 Tranches

Le marché comprend une tranche ferme et huit tranches optionnelles :

TRANCHES	TITRE	DESCRIPTION
Tranche ferme	Package de base	<ul style="list-style-type: none">• Coordination, régie et équipes opérationnelles• Création visuelle, image et habillage audiovisuel• Mise en scène, animation et ambiance spectateur
Tranche optionnelle n°1	Coordination renforcée	
Tranche optionnelle n°2	Régie et supervision multi-sites	
Tranche optionnelle n°3	Création visuelle enrichie et harmonisée	
Tranche optionnelle n°4	Direction artistique	

	audiovisuelle et musicale	
Tranche optionnelle n°5	Identité visuelle exclusive	
Tranche optionnelle n°6	Animation et show d'ouverture	
Tranche optionnelle n°7	Scénographie et participation du public	
Tranche optionnelle n°8	Show "premium" artistique	

Les tranches optionnelles pourront être affermies par la Fédération jusqu'au 1er mai 2026, au plus tard.

ARTICLE 16 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Le marché est conclu pour une durée prévisionnelle de 9 mois, couvrant la phase de conception, de production, d'installation, d'exploitation et de démontage.

Le marché prendra fin à l'issue des championnats d'Europe de Natation 2026 et au plus tard au 31 août 2026.

ARTICLE 17 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières ;
- le règlement de consultation ;
- le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par la fédération au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché des pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Toute clause figurant dans les catalogues, documents commerciaux ou conditions générales ou particulières de vente du titulaire sont réputées non écrites pour l'exécution du présent marché et ne lui sont pas opposables.

ARTICLE 18 – REPRÉSENTATION DES PARTIES

18.1 REPRÉSENTATION DE LA FFN

Dès la notification du marché, la FFN désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par La Fédération en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant La Fédération.

18.2 REPRÉSENTATION DU TITULAIRE ET OBLIGATIONS D'INFORMATION RELATIVE AU TITULAIRE

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de La Fédération, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à La Fédération dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à La Fédération les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à La Fédération toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

La FFN notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire. Chaque prestataire identifie également une personne chargée du suivi du marché dont il communique les coordonnées à la FFN. Ce correspondant a également pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations effectuées dans le cadre du présent marché. Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. En tout état de cause, il appartient au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de la qualité des prestations, conformément aux niveaux prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché, notamment son offre.

ARTICLE 19 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire qui envisage d'en sous-traiter une partie demande à l'acheteur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, l'acheteur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître à l'acheteur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'acheteur lorsque celui-ci en fait la demande.

ARTICLE 20 - RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

20.1 DÉFINITION DES RÉSULTATS

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du CPI, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

20.2 RÉGIME DES RÉSULTATS

Le titulaire accorde au titre du présent article à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les besoins d'utilisation de l'acheteur comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

Pour les résultats qui sont des logiciels, les besoins d'utilisation comprennent en outre, la possibilité de rétrocéder tout droit à tout tiers à quelque titre que ce soit, et à quelques

conditions que soit, ainsi que la possibilité de pouvoir les diffuser sous une licence libre/ open source.

L'ensemble des résultats intermédiaires et finaux sont considérés comme confidentiels et donc cédés à titre exclusif.

ARTICLE 21 - OBLIGATION DE RÉSULTATS

La prestation, objet du présent marché, dont le titulaire assume l'entière responsabilité sera en tous points conforme aux exigences définies dans les documents de consultations et assortie d'une obligation de résultat, notamment concernant le respect des délais d'exécution et le respect de la qualité des prestations.

ARTICLE 22 - CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES

22.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire et La Fédération qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont La Fédération est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec La Fédération. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que La Fédération aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par La Fédération à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment en cas de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

La Fédération s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires. La Fédération informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Sauf à ce que le titulaire ait également conclu un contrat de parrainage avec la FFN, il ne peut pas se prévaloir des prestations menées dans le cadre du présent marché à des fins de mise en valeur de son activité ou de prospection commerciale autre que dans une mention du type « référence client »

22.2 Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 23 – RESPONSABILITÉ, ASSURANCES ET GARANTIES

23.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

23.2 Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de La Fédération par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par La Fédération, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de La Fédération.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de La Fédération, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par La Fédération au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit La Fédération contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

23.3 Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de La Fédération et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de La Fédération et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément la FFN de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

23.4 garanties diverses

Le titulaire (dont tous les membres du groupement le cas échéant) est tenu de notifier sans délai à la FFN les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire, le(s) co-traitant(s) et le(s) sous-traitant(s) et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à la FFN.

En cas de manquement, la FFN ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement

ARTICLE 24 - OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le titulaire est également garant de la communication des informations, des conseils et de l'assistance nécessaires à la parfaite réalisation des prestations.

Le titulaire doit régulièrement informer la FFN de l'exécution des prestations, l'avertir de toute difficulté rencontrée dans ce cadre et proposer les solutions appropriées. En tant que professionnel, il a un devoir de conseil auprès de la FFN pendant toute la durée du marché. Ce devoir de conseil se matérialise par écrit adressé à la FFN.

ARTICLE 25 - DÉLAI D'EXÉCUTION

25.1 Début de délai

Sauf stipulation contraire, le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification.

25.2 Expiration du délai d'exécution

En cas de livraison ou d'exécution des prestations dans les locaux de La Fédération, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison ou de l'achèvement des prestations.

Lorsque le marché a prévu que l'admission se fera dans les locaux du prestataire, la date d'expiration du délai d'exécution est celle prévue pour l'admission.

En cas de prestations d'études, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études à La Fédération, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

En cas d'inachèvement des prestations à la date limite de validité du marché ou du bon de commande, le délai d'exécution des prestations expire à la date limite de validité du marché ou du bon de commande.

25.3 Prolongation du délai d'exécution

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de La Fédération ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, La Fédération prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à La Fédération les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à La Fédération la durée de la prolongation demandée.

La Fédération dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

ARTICLE 26 – PRESTATION SUPPLÉMENTAIRE OU MODIFICATIVE

Pendant l'exécution du marché, La Fédération peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de La Fédération.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par La Fédération au titulaire, l'ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives.

Ces prix provisoires, permettant une juste rémunération du titulaire, sont arrêtés par La Fédération après consultation du titulaire. Ils sont utilisés pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif. Le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de trente jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation à La Fédération en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

En cas de désaccord, La Fédération règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque La Fédération et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire en application de l'alinéa précédent.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service lorsque cet ordre de service n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

Un tel refus d'exécuter opposé par le titulaire n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, à La Fédération, dans le délai de quinze jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations.

ARTICLE 27 - PILOTAGE DU MARCHÉ PUBLIC

Les prestations seront exécutées conformément aux dispositions du présent Cahier des clauses particulières, de l'annexe de l'acte d'engagement et du cadre de réponse technique du titulaire.

27.1 Réunion de lancement du marché

Une réunion de lancement aura lieu après l'attribution du marché. Elle aura notamment pour objet de :

- présenter l'organisation des Championnats d'Europe 2026,
- préciser les règles d'engagement des prestations et les modalités de facturation,
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle des prestations à mener,
- rappeler la nature des prestations et le planning associé,
- agréer les modalités de communication avec le titulaire,
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation envers les titulaires.

27.2 Réunion de suivi

Dans le cadre de l'exécution du marché, le Prestataire s'engage à participer aux réunions de suivi organisées par la Fédération et/ou avec d'autres prestataires intervenant sur le projet.

Ces réunions pourront être tenues en présentiel ou en visioconférence, selon les besoins et les décisions de la Fédération. Le calendrier, la fréquence et l'ordre du jour de ces réunions seront communiqués au Prestataire avec un préavis raisonnable.

La participation du Prestataire à ces réunions est obligatoire. Toute absence devra être préalablement signalée et dûment justifiée auprès de la Fédération.

Les frais liés à la participation à ces réunions (y compris déplacements, temps de présence, préparation et suivi) sont réputés inclus dans le prix global et forfaitaire proposé par le Soumissionnaire dans son offre financière. Aucune rémunération complémentaire ne pourra être exigée à ce titre.

ARTICLE 28 - LUTTE CONTRE LES ATTEINTES A LA PROBITÉ

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de La Fédération et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir La Fédération de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation.

A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de La Fédération les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe La Fédération de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à La Fédération pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

ARTICLE 29 - FORME ET CONTENU DE L'OFFRE FINANCIÈRE

Les prix sont réputés fermes et le marché est conclu à prix global et forfaitaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes (H.T)

ARTICLE 30 - MODALITÉS FINANCIÈRES GÉNÉRALES DU MARCHÉ

30.1 TAUX DE TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

30.2 MONNAIE

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

30.3 TRANSMISSION DES FACTURES

Les factures sont transmises par voie électronique au responsable FFN de la prestation.

ARTICLE 31 – CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

L'ensemble des délais peuvent être réduits en cas d'urgence liée à la tenue de l'événement.

31.1 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à La Fédération de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

L'acheteur effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Il peut notifier au titulaire sur-le-champ sa décision, qui est arrêtée suivant les modalités du présent article.

Il doit le faire sans délai dans le cas de fournitures rapidement altérables. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet

31.2 ADMISSION

L'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison

31.3 AJOURNEMENT

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'acheteur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

31.4 RÉFACTION

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

31.5 REJET

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par l'acheteur, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, l'acheteur ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :

- si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé l'acheteur des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- et que l'acheteur a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et notifié sa décision au titulaire.

ARTICLE 32 – PÉNALITÉS DU MARCHÉ

Les pénalités sont cumulatives entre elles si des manquements distincts sont constatés. Chaque pénalité donne lieu à un constat contradictoire notifié au titulaire. Elles sont neutralisées pour la part de retard ou le manquement imputable à la FFN ou résultant d'un cas de force majeure dûment justifié.

32.1 PÉNALITÉS DE RETARD

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, la Fédération applique des pénalités.

Lorsque la Fédération envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si la Fédération considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

32.2 PÉNALITÉS DE SOUS-TRAITANCE

Si le titulaire ne communique pas le(s) contrat(s) de sous-traitance et ses éventuels avenants à la Fédération dans un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par la Fédération, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors TVA du marché. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

32.3 PÉNALITÉS ENVIRONNEMENTALES

En cas de non-respect du guide pratique pour de grands événements écoresponsables à Paris : 150€ par constatation.

Après mise en demeure restée infructueuse, si la gestion des déchets est non-conforme (tri/traçabilité/évacuation) : 500€

En cas de dégradations/non-remise en état en fin d'évènement : 500€ par site, sans préjudice de la refacturation des remises en état.

ARTICLE 33 – MODALITÉS DE FACTURATION

Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après attestation de la cellule d'organisation des CEN 2026.

Toute facture reçue par la FFN avant attestation du service fait sera rejetée.

Les factures comportent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la date de réalisation de la prestation
- l'identification du titulaire (raison sociale, adresse, n° SIRET, SIREN)
- la domiciliation bancaire du titulaire (du cotraitant et du sous-traitant le cas échéant)
- le montant HT, TTC et le montant de la TVA applicable aux prestations réalisées
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;

ARTICLE 34 – SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par La Fédération. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, La Fédération se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant,

des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 37.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à La Fédération d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

ARTICLE 35 - DISPOSITIONS DIVERSES

35.1 LANGUE

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française ou anglaise. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document dans l'une de ses langues, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction officielle. En cas de divergence entre les versions, la langue française prévaut.

35.2 GROUPEMENT

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à La Fédération la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

ARTICLE 36 – RÉSILIATION

36.1 RÉSILIATION POUR DIFFICULTÉ D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, La Fédération peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, La Fédération résilie le marché.

36.2 RÉSILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

La Fédération peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- a. Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- b. Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- c. Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par la Fédération dans le cadre de l'article relatif au lieu d'exécution
- d. Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitant ;
- e. Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 23 ;
- f. Le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- g. Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 18.2 et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- h. Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- i. Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité ;
- j. L'utilisation des résultats par la Fédération est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché
- k. Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- l. Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;
- m. Lorsque le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations est récusé en application de l'article 18.2, à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai de trente jours, ou de récusation de celui-ci dans un délai de trente jours.

Sauf dans les cas prévus aux f, h, k et l du présent article, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, la Fédération informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

36.3 DÉCOMPTE DE RÉSILIATION

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par l'acheteur et notifié au titulaire .

36.3.1 Au débit du titulaire

Le décompte de résiliation comprend au débit du titulaire :

- les sommes versées à titre d'avances, acomptes, règlements, solde.
- la valeur des moyens confiés non restitués
- la valeur des moyens pris à l'amiable
- le montant des pénalités

36.3.2 Au crédit du titulaire

Le décompte de résiliation comprend au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations admises (y compris les intérêt moratoires)
- les prestations fournies à la demande de l'acheteur

ARTICLE 37 – CONTENTIEUX

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'acheteur et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par l'acheteur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours ;
- soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai mentionné à l'article 36.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure décrite précédemment, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique.

La partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend.

La saisine d'un comité consultatif de règlement amiable des différends interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

La saisine d'un conciliateur ou d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation ou médiation ou de la constatation par le conciliateur ou le médiateur de l'échec de sa mission

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde du marché, le titulaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la naissance de la décision implicite de rejet mentionnées au présent article, pour porter ses réclamations devant le tribunal compétent. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté cette décision.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de [l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle](#) sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.